

Bulletin du FMI

CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

Une nette contraction des économies avancées est prévue en 2009, un redressement l'an prochain -- FMI

Bulletin du FMI en ligne
19 mars 2009

- L'économie mondiale va se contracter pour la première fois depuis 60 ans
- Des politiques plus soutenues et concertées s'imposent pour relancer la croissance
- Un sommet du G-20 est prévu le 2 avril à Londres

Malgré les vastes programmes de relance annoncés par les pays avancés et plusieurs pays émergents, les volumes d'échanges se sont rapidement tassés, les chiffres de la production et de l'emploi indiquant pour leur part que le repli de l'activité mondiale se poursuit au premier trimestre 2009. C'est ce qui ressort d'un nouveau bilan de l'économie mondiale que dresse le FMI.

À en juger par les derniers chiffres, l'activité mondiale devrait se contracter de 0,5 % à 1 % en moyenne annuelle — pour la première fois depuis 60 ans —, a précisé le FMI dans une analyse communiquée au Groupe des Vingt (G-20) pays industrialisés et émergents. La croissance mondiale devrait amorcer une légère reprise l'an prochain, sous réserve de mesures d'envergure visant à stabiliser la situation financière, d'un soutien budgétaire substantiel, d'une amélioration progressive des conditions de crédit, d'une stabilisation du marché immobilier américain, et de l'effet amortisseur de la chute prononcée des prix du pétrole et des autres matières premières principales.

«Des interventions plus concertées visant à stabiliser la conjoncture financière et une politique ferme et soutenue de stimulation de la demande sont les conditions déterminantes d'une reprise économique mondiale», a déclaré le FMI. L'analyse, préparée pour la réunion du G-20 qui s'est tenue au Royaume-Uni les 13 et 14 mars, a été publiée le 19 mars. Le FMI souligne que les pays doivent engager de vastes plans de relance et faire en sorte que les dépenses de lutte contre la crise s'inscrivent dans un cadre budgétaire à moyen terme crédible afin de maîtriser les déficits.

Réunis pour préparer le sommet des dirigeants du G-20 qui se tiendra à Londres le 2 avril, les responsables financiers des plus grandes économies développées et émergentes se sont engagés à «déployer des efforts soutenus» pour mettre un terme à la récession mondiale et purger les banques de leurs actifs toxiques.

Profondes récessions

Les pays avancés vont traverser de profondes récessions en 2009. Les grandes économies du Groupe des Sept devraient enregistrer la contraction de loin la plus marquée de toute la période de l'après-guerre (voir tableau). Selon le FMI au quatrième trimestre 2008 le PIB

mondial s'est contracté de 5 % en valeur annualisée. Le FMI continue d'actualiser ses projections et il les rendra publiques pour l'ensemble des pays du monde le 22 avril prochain.

Passage à vide

Les projections de mars 2009 du FMI montrent une contraction de la production mondiale cette année, suivie d'une légère reprise. (variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2008	Proj.	
		2009	2010
Production mondiale	3,2	-1,0 à -0,5	1,5 à 2,5
Pays avancés	0,8	-3,5 à -3,0	0,0 à 0,5
États-Unis	1,1	-2,6	0,2
Zone euro	0,9	-3,2	0,1
Japon	-0,7	-5,8	-0,2
Pays émergents et en développement	6,1	1,5 à 2,5	3,5 à 4,5

Source : *Perspectives de l'économie mondiale*, mars 2009.

Les interactions négatives s'accroissent entre une économie réelle au point mort et un secteur financier dont les rouages restent grippés, du coup les perspectives d'une reprise avant le milieu de 2010 s'estompent. Le FMI met en garde : « Plus l'on tardera à appliquer des politiques globales pour stabiliser la situation financière, plus les interactions négatives entre l'économie réelle et le système financier s'intensifieront, entraînant une récession encore plus profonde et plus longue ».

- Aux **États-Unis**, la contraction de l'activité en 2009 devrait porter l'écart de production à des niveaux inconnus depuis le début des années 80. À supposer que la conjoncture financière s'améliore assez rapidement au second semestre de 2009, grâce à l'application d'un plan détaillé et convaincant de redressement du secteur financier, et que soit menée une politique résolue de stimulation de la demande intérieure, la croissance devrait redevenir positive au cours du troisième trimestre 2010.
- Dans la **zone euro**, le repli de l'activité en 2009 tient à l'effondrement brutal de la demande extérieure, aux retombées des corrections des marchés immobiliers dans certains États membres (qui ont commencé plus tard qu'États-Unis) et à une intensification des contraintes de financement. L'impact de la chute de la demande extérieure a été plus prononcé et les mesures de relance plus modérées qu'aux États-Unis, encore que les stabilisateurs automatiques — tels que l'assurance-chômage ou les prestations sociales — soient légèrement plus importants dans la zone euro.
- Au **Japon**, le fléchissement brutal de la production dérive de l'effondrement des exportations nettes et de l'investissement des entreprises, et de la fragilité de la consommation privée. Le secteur financier, bien qu'il ne soit pas à l'épicentre de la crise, en subit également les conséquences défavorables, ce qui pèse sur les perspectives de croissance.

Retombées sur les pays émergents

Dans les pays émergents et en développement, ainsi que dans les pays à faible revenu, la croissance restera freinée par les contraintes de financement, la baisse des prix des produits de base, l'atonie de la demande extérieure, et les retombées connexes sur la demande intérieure. L'activité ne devrait enregistrer qu'une faible expansion en 2009, avant de redémarrer graduellement en 2010. Selon le FMI, quelques économies seront gravement atteintes ([voir l'article à ce propos](#)).

- ***Les pays d'Europe centrale et orientale et la Communauté des États indépendants sont les plus secoués par la crise.*** Les turbulences financières mondiales ont gravement ébranlé les pays d'Europe centrale et orientale étant donné les déficits considérables de leurs comptes des transactions courantes. Les entrées de capitaux accusent une contraction brutale dans plusieurs d'entre eux. Les pays baltes, la Hongrie, la Croatie, la Roumanie et la Bulgarie figurent parmi les pays les plus touchés.
- En ***Amérique latine***, le durcissement des conditions financières et l'affaiblissement de la demande extérieure freinent la croissance régionale ; celle du Brésil a enregistré une décélération brutale, et le Mexique devrait entrer en récession.
- ***Les pays émergents d'Asie sont atteints en raison de leur dépendance à l'égard des exportations de produits manufacturés.*** L'activité manufacturière de la région a particulièrement pâti de l'écroulement des exportations de produits informatiques. La croissance chinoise ralentit également, quoiqu'à partir d'un niveau élevé (13 % en 2007), et la demande intérieure est soutenue par de vigoureuses mesures de relance.
- En ***Afrique et au Moyen-Orient, la croissance devrait aussi ralentir, mais plus modérément que dans d'autres pays.*** En Afrique, elle devrait particulièrement décélérer dans les pays exportateurs de matières premières ; dans plusieurs pays, la demande d'exportations, les transferts de fonds et l'investissement direct étranger reculent, les apports d'aide étant par ailleurs menacés. Au Moyen-Orient, les effets de la crise financière ont été plus restreints. Malgré le net repli des cours du pétrole, les pays maintiennent en grande partie le niveau des dépenses publiques pour atténuer les retombées sur l'activité économique.

Un possible rebond

Le FMI estime qu'un renforcement crédible des politiques engagées permettrait de redresser la situation financière et économique mondiale plus rapidement que prévu. Selon lui, la crise actuelle est en partie une « crise de confiance ». Si l'incertitude exceptionnelle qui la caractérise est nettement supérieure à celle généralement observée en période de ralentissement économique, des politiques avisées pourraient rétablir la confiance, et stimuler ainsi les dépenses et la croissance mondiale. Pour cela, il est indispensable de traiter de manière crédible les actifs toxiques et d'atténuer les inquiétudes concernant la solvabilité des banques.

Le rétablissement de la confiance est indispensable à la résolution de la crise ; pour cela, il faut s'attaquer directement aux problèmes du secteur financier. Les responsables publics

doivent remédier de toute urgence aux incertitudes qui pèsent sur les bilans, par une gestion énergique des actifs compromis et la recapitalisation des institutions viables.

Les tensions sur les marchés financiers étant mondiales, le rétablissement de la confiance passe par un renforcement de la coopération internationale. Il faut, dans la mesure du possible, assouplir encore la politique monétaire par une baisse des taux directeurs et encourager plus directement l'offre de crédit.

Suivi des ripostes

Le G-20 a demandé au Fonds monétaire international de suivre et d'évaluer les mesures appliquées par les États membres en réponse à la crise au niveau mondial. Les évaluations peuvent être consultées à [cette adresse](#).

Le FMI a déclaré que la plupart des pays avancés et émergents du G-20, dont les États-Unis, la Chine, l'Allemagne, l'Inde, la Russie et l'Arabie saoudite, ont mis en place de vastes programmes de relance. Si le montant global de ces programmes est appréciable, il est en-deçà des 2 % du PIB qu'il recommande, en 2010 surtout. Compte tenu du ralentissement rapide de l'activité mondiale, ces programmes devront être maintenus pendant l'année 2010, a recommandé le FMI.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI* sur www.imf.org/imfsurvey